



Caisse des Ecoles - Ville du Lamentin

MARCHES PUBLICS D'ACQUISITION

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE (MAPA) N° 005-024

Le pouvoir adjudicateur :

Caisse des Ecoles Ville du Lamentin
9, rue du Bois-Carré – BP 221
97284 – Lamentin CEDEX 02– Martinique
Tél. : 0596 57 42 00

ACQUISITION DE MOBILIER POUR LES RESTAURANTS SCOLAIRES
DE LA VILLE DU LAMENTIN
MARCHE A PROCEDURE ADAPTE

N° 005-024

La présente consultation a pour objet l'acquisition de mobilier pour
les restaurants scolaires de la Ville du Lamentin
MARCHE DE 04 LOTS

Marché selon la procédure adaptée en application des articles R2123-1 / R2123-4 /
R2123-6
Du nouveau code de la commande publique.

Date et heure limites de remise des offres :
Vendredi 29 novembre 2024 (12h00) heure Martinique

Nom ou raison sociale de l'acheteur : CAISSE DES ECOLES DU LAMENTIN		Personne responsable du marché : LE PRESIDENT DE LA CAISSE DES ECOLES	
Adresse : 9 rue du Bois Carré		Code postal : BP 221 - 97284	
Ville : LAMENTIN CEDEX 02		Pays (autre que la France) :	
Téléphone : 0596 57 42 00		Poste :	
Télécopieur : 0596 57 02 04	Adresse de courrier électronique (courriel) : s.bellemare@mairie-lamentin.fr		Adresse internet (U.R.L.) :

1.3. Remise des plis par voie électronique :

Conformément aux dispositions des articles R2132-1 à R2132-3, les candidats transmettent leurs offres par voie électronique à l'adresse suivante : <https://www.marches-securises.fr/entreprise/> et dans les conditions techniques mentionnées à l'article 4-2 du présent règlement.

L'offre contient les justificatifs de candidature visés aux articles R2143-6 à R2143-12 du Code de la commande publique et au règlement de la consultation, ainsi que les éléments relatifs à l'offre.

Les dossiers qui parviendraient après la date et l'heure limites fixées au présent règlement de la consultation ne seront pas retenus.

Les propositions doivent être transmises dans des conditions qui permettent d'authentifier la signature du candidat selon les exigences posées aux articles 1316 à 1316-4 du Code civil. La transmission doit pouvoir faire l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. Les plis transmis par voie électronique sont horodatés.

Comment se déroule la remise d'une candidature ou d'une offre en ligne ?

A partir de l'interface proposée, cliquer sur le lien " Accéder au dossier " dans la liste des avis.

Lors de la première visite, vous devez vous identifier. Lors des suivantes, il suffit d'indiquer le nom d'utilisateur et le mot de passe validés par la plate-forme.

Première étape, vous pouvez vérifier les pré-requis techniques liés à la remise d'une offre en ligne. Pour une première utilisation, il est recommandé d'effectuer une simulation en amont, proposée par la plateforme dans votre « espace candidat ».

Aucun logiciel n'est requis pour cette application en dehors de Java (version 1.8 minimum).

Copie de sauvegarde :

Les candidats et soumissionnaires qui transmettent leurs documents par voie électronique peuvent adresser à l'acheteur, sur support papier ou sur support physique électronique, une copie de sauvegarde de ces documents établie selon des modalités fixées par arrêté du ministre chargé de l'économie.

Cette copie doit parvenir dans les délais impartis pour la remise des candidatures et des offres. La copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible : " Ne pas ouvrir - copie de sauvegarde ".

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les cas prévus par arrêté du ministre chargé de l'économie.

Les candidats sont informés que l'attribution du marché pourra donner lieu à la signature manuscrite d'un marché papier.

ARTICLE 2 - OBJET DU MARCHÉ

2.1. Marché de Fournitures

La présente consultation a pour objet l'acquisition de mobilier pour les restaurants scolaires de la ville du Lamentin.

Ces prestations sont divisées en (4) lots :

- **Lot n° 1** : PLATEAUX DE TABLES
- **Lot n° 2** : CHAISES MATERNELLES
- **Lot n° 3** : TABLES MATERNELLES
- **Lot n° 4** : TABLES T6

Les candidats peuvent présenter une offre pour un seul lot, pour plusieurs lots, pour tous les lots.

Un candidat ne peut pas présenter plusieurs offres pour un même lot, hormis le lot 1 qui présente la variante suivante : Finition stratifiée ou Finition laquée.

2.2. Lieu d'exécution des prestations : Restaurants scolaires - Caisse des Ecoles du LAMENTIN

2.3. Nomenclature applicable aux lots

- **Lot n°1** : CPV 39261000
- **Lot n°2** : CPV 39112100-1
- **Lot n°3** : CPV 39112100-1
- **Lot n°4** : CPV 39121200-8

ARTICLE 3 - DUREE DU MARCHÉ

Le marché est conclu pour une durée de 1 an.

La prise d'effet interviendra au plus tôt à la date de leur notification ou postérieurement à celle-ci en fonction de la décision du pouvoir adjudicateur

ARTICLE 4 - LES PRIX

4.1. Régime de prix

Les prix figurant dans l'offre sont réputés comprendre toutes les charges ; ils intègrent également toutes charges de transport, de douanes et d'assurance, la livraison, le montage et la mise en service de la marchandise conformément au CCTP.

4.2. Les révisions de prix

Le prix est garanti ferme pendant 90 jours, délai compris entre la date de l'offre et le bon de commande.

4.3. Conditions de paiement

Tout achat, dans le cadre du présent marché, est subordonnée à un bon de commande.

Le titulaire établit un bon de livraison sur lequel figure l'objet, le numéro de bon, le marché.

Le délai de paiement est **de 30 jours**.

A défaut, le paiement d'intérêts moratoires est mis en œuvre. Ils sont calculés sur la base du taux d'intérêts légal.

ARTICLE 5 – VARIANTES

Une variante est autorisée pour le lot 1. La finition stratifiée constitue l'offre de base. A défaut, les candidats sont autorisés à présenter une offre en finition laquée.

ARTICLE 6 - LE DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES (DCE)

6.1. Composition du dossier de consultation des entreprises

L'ensemble du dossier permettant de répondre à la consultation est remis gratuitement à chaque candidat.

Il comprend :

- le règlement de la consultation,
- le cahier des clauses particulières,
- l'acte d'engagement.

6. 2. Retrait du dossier de consultation des entreprises (DCE)

Retrait électronique :

Le dossier de consultation des entreprises peut être obtenu aisément en le téléchargeant, après identification sur le site internet ci-après : <https://www.marches-securises.fr/entreprise/>

Pour ceci, les candidats doivent impérativement s'inscrire sur la plate-forme de dématérialisation à laquelle est relié le pouvoir adjudicateur accessible à l'adresse suivante :

<https://www.mairie-lamentin.fr>

Sur ce site, ils doivent indiquer leurs coordonnées, leur adresse électronique et le nom d'un correspondant. Ils pourront ainsi bénéficier de toutes les informations complémentaires qui seront éventuellement diffusées au cours de la consultation.

Le retrait des documents sous forme électronique n'oblige pas le candidat à déposer électroniquement son offre. Toutefois, tous les renseignements permettant de déposer une offre de façon dématérialisée sont disponibles auprès de <https://www.marches-securises.fr/entreprise/>

Retrait sous forme papier : **SANS OBJET**

ARTICLE 7 - MODALITES DE TRANSMISSION ET DE RECEPTION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

7.1. Modalités de transmission des candidatures et des offres

Les candidats doivent impérativement procéder à la transmission électronique de leur candidature et de leurs offres.

Les candidatures et les actes d'engagement transmis par voie électronique sont signés au moyen d'un certificat de signature électronique, obtenu auprès d'un tiers certificateur liste disponible sur :

http://www.bercy.gouv.fr/dematerialisation_icp/dematerialisation_declar.htm

Attention : A l'exception de l'envoi d'une copie de sauvegarde qui est strictement identifiable,

L'utilisation conjointe de ces deux modes de transmission matérialisé et dématérialisé dans le cadre d'une même consultation entraîne le rejet des deux réponses,

7.2 - Transmission des candidatures et des offres

Les plis sont soit :

- transmis électroniquement sur la plate-forme de dématérialisation : **Marchés sécurisés.**

Les candidatures et les offres peuvent être transmises de façon dématérialisée exclusivement sur le site <https://www.marches-securises.fr/entreprise>, avant la date et l'heure précisée ci-dessous.

AU PLUS TARD LE VENDREDI 29 NOVEMBRE 2024 - A 12H00 -
HEURE DE MARTINIQUE.

Le délai minimum de validité des offres est de 90 jours à compter de la date limite de réception des offres. Une fois déposées, les offres ne peuvent plus être retirées, ni modifiées. Le candidat reste tenu par son offre pendant tout le délai de validité de l'offre. Les dossiers de participation des candidats ne sont pas restitués.

L'attention des candidats est attirée sur le fait qu'un second dépôt par un même signataire (même identifiant) se substitue au premier : il y a donc lieu d'adresser une nouvelle offre complète et non un additif.

ARTICLE 8 - PROCEDURE DE REMISE DES OFFRES ET CONTENU DU DOSSIER

Précisions relatives à l'élaboration du dossier :

Les conditions de langue. :

La langue utilisée pour présenter les candidatures et les offres est le français. Conformément à l'article 46.IV du code des marchés publics, les pièces accompagnant le dossier de candidature rédigées en langue étrangère ne sont acceptées que si elles sont accompagnées d'une traduction en langue française dont l'exactitude est certifiée.

L'offre financière est libellée en euros et doit faire apparaître dans l'ordre :

- la désignation des lots ;
- les numéros de lots le cas échéant ;
- les taxes parafiscales selon la nature des prestations objet de la consultation;
- les différentes prestations proposées en applications des conditions et/ou formes prévues par le règlement de la consultation ;

8.1. Remise des offres

Le dossier format papier est remplacé par l'envoi de fichiers informatisés reprenant les mêmes éléments et scindés en deux fichiers ou deux groupes de fichiers permettant d'ouvrir individuellement et de façon chronologique la partie candidature et la partie offre, appelées respectivement « Enveloppe candidature » et « enveloppe offre ». Tout autre envoi dématérialisé ne sera pas accepté (ex : par courriel)

8.2. Contenu du dossier

8.2.1. Le fichier enveloppe

Le dossier de candidature contient les justifications prévues aux articles 43 à 45 du Code des marchés publics, à savoir :

- La lettre de candidature DC4 ou lettre de candidature et habilitation du mandataire par les co-assureurs (éventuellement). Sur ce document figurent l'identification du pouvoir adjudicateur, l'objet du marché, l'identification du candidat, l'objet de la candidature.
- une copie du jugement si le candidat est en redressement judiciaire (pour mémoire) ;
- une attestation sur l'honneur qu'il ne fait pas l'objet d'une interdiction de soumissionner ;
- une attestation relative au respect de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés ;
- les renseignements permettant d'évaluer ses capacités professionnelles, techniques financières ;
- Lorsqu'un intermédiaire d'assurances dépose une offre, il est tenu de fournir un mandat de la société qu'il représente, une attestation d'assurance et de caution financière ;
- Les documents relatifs aux pouvoirs des personnes habilitées à engager la société ;
- La déclaration du candidat ou formulaire « DC 5 », daté et signé par le représentant du candidat habilité précisant :
- qu'il n'a pas fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation définitive inscrite au bulletin n°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L. 324-9, L. 324-10, L. 341-6, L. 12561 et L. 125-3 du code du travail ;
- qu'il n'a pas fait l'objet, depuis moins de cinq ans d'une condamnation définitive pour l'infraction prévue par l'article 1741 du code général des impôts ;
- qu'il n'est pas en état de liquidation judiciaire au sens de l'article L.620-1 du code de commerce
- qu'il n'a pas été déclaré en état de faillite personnelle, au sens de l'article L.625-2 du code de commerce, ou d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;
- qu'il n'a pas été admis au redressement judiciaire, au sens de l'article L.620-1 du code de commerce, ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger, sans justifier d'une habilitation à poursuivre son activité pendant la durée prévisible d'exécution du marché. Les renseignements permettant d'évaluer les capacités professionnelles, et financières du candidat
- le chiffre d'affaires des trois derniers exercices disponibles ;
- la liste de références équivalentes à celles de la présente consultation ;
- les certificats de qualifications professionnelles, la preuve de la capacité du candidat pouvant être apportée par tout moyen.

- 8.2.2 - L'offre contient :

- l'acte d'engagement daté et signé ;
- le(s) bordereau(x) de prix, daté(s) et signé(s) ;
- (le cas échéant) les fiches techniques ;
- les tarifs du candidat ;
- tous autres documents à l'initiative du candidat permettant de mieux appréhender son offre.

ARTICLE 9 - ATTRIBUTION DES MARCHES

La commission MAPA ouvre les enveloppes contenant les offres et les enregistre. Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de demander aux candidats de préciser leur offre. Toutes les informations fournies par le candidat à l'appui de son offre prendront valeur contractuelle s'il est retenu. Après avoir éliminé les offres inappropriées, irrégulières et inacceptables, les autres offres sont triées par ordre décroissant. L'offre la mieux classée est retenue. Le jugement des offres se fait lot par lot, et un seul candidat est retenu pour chaque lot identifié. Un candidat peut se voir attribuer plusieurs lots.

La Commission choisit l'offre économiquement la plus avantageuse. Lorsqu'aucune offre n'a été remise ou lorsqu'il n'a été proposé que des offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables la consultation est déclarée sans suite et le marché infructueux. Il doit être clair que si les tarifs doivent être fournis dans la seconde enveloppe, ils ne constituent pas une annexe à l'acte d'engagement. Après attribution, le pouvoir adjudicateur vérifie que l'attributaire répond aux conditions préalables à la signature du marché indiquées ci-après. Il avise alors, par écrit, les candidats non retenus et, après transmission au représentant de l'Etat des pièces nécessaires à l'exercice de son contrôle, notifie le marché à l'attributaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de déclarer à tout moment, tout ou partie de la procédure, sans suite.

Le marché ne peut être attribué au candidat retenu que sous réserve de la production, dans un délai de 2 jours suivant l'envoi de la demande du pouvoir adjudicateur, des attestations et certificats énumérés ci-dessous, délivrés par les administrations ou organismes compétents. Ces documents peuvent avoir été fournis lors de la remise de la première enveloppe : -

Les pièces mentionnées à l'article R.324-4 ou R.324-7 du Code du travail - les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales.

**Le Lamentin,
Le 22 octobre 2024**

Elue déléguée de la CDE
Marie-Ange BIZON

